
DOI 10.15826/QR.2015.4.130

УДК 94(100)“1914/19”+623(470)+
+339.7

Svetlana Kuzmina

**SYNDICAT DES AFFAIRES RUSSES ET SON RÔLE
DANS LA FORMATION DU COMPLEXE MILITARO-
INDUSTRIEL DE LA RUSSIE À LA VEILLE PREMIÈRE
GUERRE MONDIALE**

Svetlana Kuzmina

**SYNDICAT DES AFFAIRES RUSSES AND ITS ROLE
IN THE MILITARY-INDUSTRIAL COMPLEX OF RUSSIA
ON THE EVE OF WORLD WAR I**

The dynamic development of the Russian industry at the end of 19th – early 20th century was supported largely by significant foreign investment. A particularly important role in the history of industrialization of Russia and the development of its military complex on the eve of World War belonged to the Franco-Belgian financial group called the *Syndicat des affaires russes*. This group came in very close relationship with the firm *Schneider-Creusot* and *Russo-Asiatic Bank Group*, to promote financial construction business warships, artillery, ammunition, projectiles, rockets and optics. Union of Russian Affairs with its partners organized a large industrial group in the consortium type of armament sector which exercised a major influence in the evolution of the Russian defense system on the eve of the First World War.

Key words: Union of Russian Affairs; financial groups; military complex; First World War.

Динамичное развитие российской промышленности на рубеже XIX–XX вв. имело серьезную поддержку со стороны иностранного капитала. Особенно значительная роль в индустриализации России и развитии военно-промышленного комплекса накануне Первой мировой войны принадлежала франко-бельгийской финансовой группе, получившей название «Объединение по делам России» (*Syndicat des affaires russes*). В сотрудничестве с фирмой «Шнайдер-Крезо» и Русско-Азиатской банковской группой она финансировала производство военных кораблей, артиллерии, амуниции, снарядов, ракет и военной оптики. Совместно со своими партнерами «Объединение по делам России» сформировало крупный военно-промышленный консорциум, сыгравший значительную

роль в модернизации оборонного комплекса России накануне Первой мировой войны. Эти положения заставляют сомневаться в существующем историческом мифе о неподготовленности России и ее слабом технологическом потенциале в этот период. Кроме того, Россия выступала как держава, умело использовавшая европейские достижения, применяя для этого различные механизмы взаимодействия. Автор обращается к малоизвестным документам из российских и французских архивов, что придает работе качество источниковедческого исследования.

Ключевые слова: Объединение по делам России; финансовые группы; военно-промышленный комплекс; Первая мировая война.

Le développement dynamique de l'industrie russe fin XIX^e – début XX^e siècle a été soutenu dans une large mesure par d'importants investissements français. Les acteurs décisifs de ce développement furent les grandes banques françaises. Elles jouèrent un rôle considérable dans le financement direct de cette industrie, prenant souvent sur elles-mêmes les risques dans les engagements, les frais, les débours, les commissions et les formations de capitaux. Dès ce moment, une collaboration étroite entre banques françaises et industrie russe s'établit de façon très soutenue.

Il est d'un grand intérêt pour l'étude de l'alliance banque-industrie de se pencher sur l'activité d'un groupe français dénommé « le Syndicat des affaires russes » [cf. Girault, p. 354–376; Бовыкин, 2001]. C'était alors un puissant groupe financier qui rassemblait la Banque de l'Union Parisienne¹ [cf. Bonin], la Société Générale de Belgique² [cf. Cottenier, Boosere, Gounet] et les maisons de banques Thalmann et Cie et Hirsch et Cie. Ce groupe entra en relation très étroite avec la firme Schneider du Creusot³ et les banques russes telles que la Banque Russo-Asiatique, la Banque de Commerce Privée de Saint-Petersbourg, et la Banque russe du Commerce et de l'Industrie en vue de la promotion d'affaires financières de construction de navires de guerre, d'artillerie, de munitions, de projectiles, de fusées et d'optiques qui eurent lieu dans des établissements tels que Poutiloff⁴, Newsky⁵, Baranovsky⁶, la Société

¹ *Banque de l'Union Parisienne* (1904–1973), une ancienne banque d'affaires française. Elle fut fondée en 1904, avec l'apport important par la Société Générale de Belgique. La Banque Union Parisienne était un participant actif de l'histoire financière de la Russie, notamment pour les grandes opérations de création de sociétés et d'émission de titres.

² *Société Générale de Belgique* (1822), une grande banque belge, le fondateur de plusieurs groupes financiers et industriels qui étendirent leurs activités à de nombreux pays. Dès 1880, elle s'amorça dans les affaires russes. Il s'agit surtout d'entreprises d'implantation et d'exploitation de lignes de transport urbain et d'établissements industriels pour l'exploitation de charbonnages et les usines métallurgiques dans le bassin de Donetz.

³ *Schneider-Creusot* (1836), un groupe industriel français, l'un des leaders européens historiques dans le domaine de l'armement.

⁴ *Société des Usines Poutiloff*, une grande entreprise russe. Elle fut fondée en 1868 par Nikolai Poutiloff. La société se spécialisait dans la production d'artillerie, des locomotives, des navires de guerre et les travaux mécaniques.

⁵ Chantiers navals et les ateliers mécaniques Newsky fut constituée en 1857. Elle spécialisait dans la construction des navires, des locomotives et d'aciers moulés.

⁶ *Société des usines mécaniques Baranovsky*, fut constituée en 1912 pour la reprise de l'usine des héritiers P. Baranovsky, fondée en 1877. L'entreprise se spécialisait dans la production des fusées et des poudres.

Russo-Baltique de construction navale et mécanique, la Société russe de munitions et d'armement et bien d'autres [Beaud, 1988; Beaud, 1995]. Ce fut une très puissante organisation dans le secteur de l'armement de type consortium qui joua un rôle très important dans l'évolution du système de défense russe à la veille de la première guerre mondiale.

Les causes extérieures de l'engagement du syndicat

Le Syndicat des affaires russes se constitua en juillet 1910. L'origine de sa création en fut l'intérêt des banques françaises à l'égard de la situation prospère de l'économie russe. Il rassemblait la banque de l'Union Parisienne, la Société Générale de Belgique et les maisons de banques Hirsch et Thalmann ayant pour objet l'étude et la réalisation en commun des affaires financières, industrielles, métallurgiques, minières, forestières, portuaires, des chemins de fer et de l'électricité en Russie, à l'exclusion des opérations de banque pure, des emprunts d'état et des émissions d'obligations de chemin de fer [B. U. P. CN 403]. Le syndicat fonctionnait sur le principe que toutes ses décisions se prenaient après consultation avec tous ses membres, chaque participant apportant les affaires qui lui était soumises et chacun décidant librement de prendre ou de ne pas prendre la participation qui lui était réservée. Les participations dans le syndicat avaient été fixées de la façon suivante : 50 % pour la Banque de l'Union Parisienne et la Société Générale de Belgique et 50 % pour Hirsch et Thalmann [Ibid.].

Le secteur d'activité de ce groupe financier avait été choisi comme assez vaste. Au début de son fonctionnement, le Syndicat des affaires russes se diversifia dans plusieurs branches d'industrie. Il élaborait une stratégie consistant à investir dans les affaires immobilières : dans l'aménagement de la place Michel à Saint-Petersbourg, l'agrandissement du Port de Marioupol et des passes de Kertch ou le port de Revel, pour lequel a été créé la Société Russe de Construction. Le Syndicat des affaires russes investit beaucoup dans les constructions de chemins de fer russes tels que les chantiers de l'Oural oriental, de l'Oural du Nord-Est, de l'Altaï, de Semiretchinsk et de la Mer Noire. Pour subvenir à la carence en matériel roulant, le syndicat fonda la Société des embranchements de chemins de fer. En outre, le syndicat participa à des affaires minières ou d'électricité telles que : Midi-Caucase, Azow Minier, Caucasian Copper Compagny, Donetsk-Yourievka et Société Force Electrique [B. U. P. CN 402. Dossier 357]. Toutes ces affaires représentaient une partie relativement importante des activités du Syndicat des affaires russes, mais désormais celles d'armement russes furent au centre des préoccupations de celui-ci.

Les tendances de la politique d'Etat

Les fournitures de matériel de guerre étaient assurées en Russie jusqu'au début du XX^e siècle par l'industrie d'Etat et par de considérables commandes étrangères. L'industrie militaire dans le secteur privé en tant que

branche particulière de l'économie nationale n'existait presque pas. Seules certaines sociétés privées russes spécialisées dans les constructions mécaniques recevaient des commandes d'Etat insignifiantes [Шацилло, с. 252]. L'échec de la guerre russo-japonaise de 1904–1905 souligna l'impossibilité évidente de satisfaire aux impératifs de fournir l'armée et la flotte par les établissements de l'Etat. En même temps, les commandes étrangères faisaient s'échapper du pays des moyens monétaires importants et rendaient tributaire l'armement de la Russie des sociétés et des gouvernements étrangers. La combinaison de la faible croissance de l'industrie de guerre en Russie avec le développement rapide de la technologie militaire obligea le gouvernement russe à reconnaître la nécessité d'investir dans la reconstruction du complexe militaro-industriel national par ses propres moyens.

En novembre 1907, le gouvernement russe décida de pourvoir aux besoins militaires « dans les usines russes, en matériels russes et par les ouvriers russes » [РГИА. Ф. 1276. Оп. 4. Д. 237. Л. 146]. Donc, il a été établi le principe en vertu duquel les commandes d'Etat devraient n'être passées qu'en Russie. Ce n'était que dans le cas d'une impossibilité de faire appel à la production autochtone que les commandes pourraient être effectuées à l'étranger. En avril 1908, Ivan Chipov, le représentant du Ministère des Finances au sein de la commission de « l'installation des nouvelles usines construisant des munitions » écrivait que toutes les commandes d'Etat indispensables ne devraient être produites qu'en Russie, et si cela était impossible, il fallait alors, avec l'aide des firmes étrangères, « introduire de nouvelles branches de production, nécessaires à la défense » [РГВИА. Ф. 2000. Оп. 1. Д. 1789. Л. 3].

Après des années financièrement difficiles, consécutives à la guerre et à la révolution de 1905–1907, l'essor économique et l'amélioration de la situation budgétaire en Russie, autorisèrent le gouvernement à augmenter ses dépenses militaires. A partir de 1910, l'Etat entreprit de nombreuses actions en vue de renforcer l'armée. En mars 1910, le tzar adopta le « petit » programme de construction militaire comportant un projet de financement sur dix ans de 1 265 millions de roubles en faveur de l'approvisionnement de l'armée et de la flotte. En mai 1911, entra en vigueur le programme de renforcement d'escadre de la Mer Noire qui prévoyait la construction de navires pour un coût total de 102 200 000 roubles. En juin 1912 le tzar appuya un second programme quinquennal de constructions navales portant sur la période 1912–1916 au profit de l'escadre de la Mer Baltique. Le coût de cette construction a été prévu à 421 146 027 roubles [Бовыкин, 1959, с. 82]. De plus, en 1911–1912 le Ministère de la Marine commença l'élaboration du « grand » programme de constructions navales dans lequel les dépenses préalables au plan de renforcement de la flotte russe pour les vingt prochaines années (jusqu'à 1930) avaient été estimées à hauteur de 2 milliards de roubles [Зайцев, с. 232]. Le dernier programme adopté en 1913 avait prévu une augmentation considérable de l'armée de terre et le renforcement de l'artillerie.

Ce financement si important que le gouvernement destinait à la production des armements eut pour conséquence des investissements massifs

d'ordre privé dans l'industrie de la défense promettant des revenus considérables et stables. Le rôle fondamental de ceux-ci appartenait à quelques grandes banques russes et étrangères qui, en association avec de puissantes firmes internationales telles que Schneider, Vickers, Krupp, Skoda et d'autres, établirent leur contrôle sur les entreprises privées russes produisant les armements [Бовыкин, 1959, с. 83]. Les groupes financiers et industriels qui se formèrent en conséquence investirent généreusement dans l'élargissement et la construction des nouvelles entreprises russes en en assurant l'aide financière et technique.

Les partenaires russes

En Russie dans le secteur de la production militaire se constituèrent deux principaux groupes : un premier sous leadership de la Banque Russo-Asiatique⁷ et le deuxième sous celui de la Banque Internationale de Commerce de Saint-Petersbourg. La Banque Russo-Asiatique agissait en collaboration avec trois autres banques : la Banque de Commerce Privée de Saint-Petersbourg, la Banque Russe du Commerce et de l'Industrie et la Banque de Sibérie à prépondérance de capitaux français tandis que la Banque Internationale de Commerce de Saint-Petersbourg, elle, était associée avec la Banque Russe pour le Commerce Etranger et la Banque d'Escompte et de Prêt plutôt sous capitaux allemands [Шацилло, 1992, с. 146].

Le groupe de la banque Russo-Asiatique devint le partenaire principal du Syndicat des affaires russes en participation constante avec la maison Schneider. Ils ont fondé collectivement un puissant groupe financier et industriel qui, en plongeant dans les affaires russes, mena une concurrence acharnée en vue de préserver ses intérêts dans l'industrie de fabrication de matériel de guerre en Russie contre son rival – le groupe de la Banque Internationale de Commerce de Saint-Petersbourg. Pour la première fois, les intérêts de ceux-ci se heurtèrent dans les affaires aux établissements Poutiloff.

L'intérêt des banques pour les établissements Poutiloff ne s'est pas fait par hasard. Cette éminente société s'était spécialisée depuis longtemps dans la production des différents types d'armements et était l'unique entreprise privée fabriquant des canons. L'exploitation de son service d'artillerie conduisit à établir des relations avec les plus grandes firmes étrangères productrices de matériel de guerre et notamment avec Schneider. Les contrats de collaboration technique avec Schneider et Krupp permirent à la société Poutiloff de se trouver en position dominante dans la production en Russie de systèmes étrangers d'artillerie parmi les plus modernes [ЦГИА СПб.

⁷ *Banque Russo-Asiatique* (1910–1917), banque russe aux capitaux français, formée par la fusion de la Banque Russo-chinoise avec la Banque du Nord. La Banque Russo-Asiatique spécialisée dans le financement de l'industrie russe, agissant en commun avec ses partenaires la Banque de Commerce Privée de Saint-Petersbourg, la Banque russe du Commerce et de l'Industrie et la Banque de Sibérie. La Banque Russo-Asiatique fut dirigée par Alexey Poutiloff.

Ф. 1309. Оп. 1. Д. 99. Л. 310–314; Д. 272. Л. 165–168]. En 1910, le vice-amiral S. Voevodsky témoignait : « Dans le système de concours existant au département militaire, la société qui présente au concours le meilleur système obtient les commandes. Les usines Poutiloff présentaient les systèmes de Krupp et de Schneider. Les usines Poutiloff recevaient des commandes car ses systèmes se trouvaient toujours être les meilleurs en concours, et ils payaient ensuite leur écot à Krupp et à Schneider notamment en leur octroyant tous les équipements nécessaires à chaque système » [РГИА. Ф. 1276. Оп. 6. Д. 469. Л. 2].

La possession de cette société ouvrait des perspectives financières remarquables car les commandes d'Etat s'accumulaient. A partir de 1910, la proportion de la production de Poutiloff en matériel de guerre s'accrût subitement. En 1908, la société produisit pour 3,9 millions de roubles, ce qui représentait 30,8 % de sa production totale et en 1911 pour 7,6 millions de roubles. L'exécution des commandes de l'Etat composait cette année là 43,3 % de sa production totale de la société et lui rapporta 70% de bénéfice [Бовыкин, 2001, с. 220]. Evidemment, la position de cette société dans l'industrie des armements nationaux n'a pas pu se maintenir sans susciter l'intérêt des banques. A partir de février 1911, entre les banques russes se déclencha une lutte afin qu'elles puissent exercer leur influence sur les établissements Poutiloff.

La guerre de concurrence au sein de la Société Poutiloff

Jusqu'au début de 1911, dans le Pravlenie (Conseil d'administration) de la Société Poutiloff, c'était la Banque Internationale qui avait véritablement une influence prépondérante au sein de celui-ci car depuis longtemps cette entreprise était exclusivement sous son contrôle. Or, à l'occasion de la réalisation de l'augmentation du capital de la société de 12 à 16 millions de roubles en février 1911 par l'émission de 40 000 actions de 100 roubles, le groupe de Banque Russo-Asiatique réussit à obtenir une participation de 21,25 %. Elle entra ainsi dans le Pravlenie de la Société. Mais la majorité des actions était toujours gardées par la Banque Internationale [ЦГИА СПб. Ф. 1309. Оп. 1. Д. 14. Л. 62]. A partir de ce moment-là, les deux groupes furent obligés de partager la direction des établissements Poutiloff. Cependant la banque Russo-Asiatique avait pour but de prendre le contrôle de la société : « la Banque Internationale avec laquelle nous devons partager maintenant par moitié toutes les opérations actives et passives de la Société qui sont fort intéressantes pour une banque » [РГИА. Ф. 630. Оп. 2. Д. 474. Л. 30]. La firme de Schneider-Creusot devint un véritable allié du groupe de Banque Russo-Asiatique dans cette démarche.

La firme Schneider et Cie du Creusot était en relation technique depuis 1897 avec la société Poutiloff. Elle souhaitait développer sa collaboration de manière plus stable et plus intensive [La Broise, Torres, p. 115]. Mais elle voulait ainsi éliminer la concurrence de Krupp. En mai 1910 encore,

le directeur technique de la firme Schneider, Husson, lors de son voyage à Saint-Petersbourg envisageait la création d'« une combinaison, laquelle pourra « ipso facto » éliminer absolument Krupp » [БОВЫКИН, 1959, c. 85]. En février 1911, Schneider signa une convention avec la société Poutiloff en vue d'une collaboration technique et industrielle dans les matériels d'artillerie [D'Angio, p. 129]. En même temps, il entra en relation avec la Banque Russo-Asiatique et s'allièrent tous deux par la suite, comprenant qu'ils avaient des intérêts communs à agir dans les mêmes directions.

Alexey Poutiloff, le président du conseil d'administration de la banque Russo-Asiatique témoigna de cette alliance : « La Société Poutiloff est liée par des contrats avec le Creusot, mais elle est également liée et elle travaille de temps en temps avec Krupp. Le Creusot désire prendre en mains l'affaire et l'avoir sous son influence exclusive ; notre intérêt à nous, Banque Russo-Asiatique, est de soutenir le Creusot et, avec son aide, sinon d'écarter tout à fait, du moins d'affaiblir l'influence dans le Pravlenie des Usines de Poutiloff de la Banque Internationale » [РГИА. Ф. 630. Оп. 2. Д. 474. Л. 30].

La société des usines Poutiloff

La prise de contrôle

Les installations de la société Poutiloff étaient insuffisantes pour l'exécution de commandes importantes en canons de gros calibre destinés à la flotte. Il a donc été envisagé d'augmenter le capital afin de s'assurer les fonds nécessaires pour les nouvelles fabrications de pièces de grosse artillerie et la réalisation du projet de fondation d'un chantier naval. Au printemps 1911, cette question a été examinée à Saint-Petersbourg par Alexey Poutiloff et le représentant du Creusot. Un accord préalable à la constitution du syndicat destiné à garantir l'augmentation de capital des Usines Poutiloff avec la participation de 25 % du Creusot a, dès lors, été conclu [Ibid.]. Schneider s'engageait sur le plan technique à assurer les travaux en vue du réaménagement et du développement de la société. De son côté, le groupe de la Banque Russo-Asiatique assumait les questions financières [БОВЫКИН, 2001, c. 222].

Alexey Poutiloff décida, en vue d'un soutien financier, de s'adresser à la Banque de Paris et des Pays Bas et à la Société Générale car ces banques actionnaires principales possédaient 75 % du capital de la Banque Russo-Asiatique. Dans sa lettre du 6/19 décembre 1911 expédiée à Dorizon, Alexey Poutiloff, proposa de participer à la combinaison en donnant les explications suivantes : « La lutte ne serait possible pour moi que si une certaine quantité d'actions était à Paris dans votre clientèle de la Banque Russo-Asiatique, je pourrais avoir aux Assemblées Générales le dessus sur l'Internationale... Lorsque nous aurons la majorité, nous ferons entrer de force dans le Pravlenie des Poutiloff, le représentant du Creusot, mais pour avoir cette majorité, il faut que les actions soient introduites à la Bourse de Paris » [РГИА. Ф. 630. Оп. 2. Д. 474. Л. 31-32].

En même temps, le groupe Schneider communiqua avec le Syndicat des affaires russes. Il proposa de prendre part au Syndicat de garantie de l'augmentation de capital de 12 millions de roubles de Poutiloff et de l'émission de 6 millions d'obligations. Déjà, le 29 décembre 1911, M. Barbé de la Banque de l'Union Parisienne donna connaissance de l'information suivante « d'accord avec les représentants du Creusot, il sera proposé au groupe russe et autres membres du groupe français d'apporter aux conditions du Syndicat de garantie de l'augmentation de capital des Usines Poutiloff », mais de 16 millions de roubles sans émission d'obligations [BUP CN 391. Dossier 141].

Le 8 janvier 1912, la Banque de Paris et des Pays Bas ainsi que la Société Générale décidèrent de ne pas s'impliquer dans la combinaison des Usines Poutiloff. En conséquence de quoi le Syndicat des affaires russes s'engagea dans cette opération mais avec certaines modifications. A la réunion du 16 janvier 1912 tenue à la Banque de l'Union Parisienne, en présence de Alexey Poutiloff, Alexey Davidoff (le président de la banque de Commerce Privée de Saint-Petersbourg), des représentants de la firme Schneider et du Syndicat des affaires russes, la proposition des banques russes d'émission de 16 millions de roubles destinées aux installations de la société Poutiloff fut acceptée à hauteur de 25 % de participation dans l'opération du groupe français. Mais il était envisagé aussi de ne procéder qu'avec la réalisation de l'affaire Newsky. En fait, le Syndicat des affaires russes proposa à la Société Poutiloff d'absorber la société Newsky [Ibid.].

Les chantiers navals et les ateliers mécaniques Newsky sur lesquels le groupe Thalmann avait une option, était alors un puissant établissement mais dans la situation financière très sensible qui était la sienne, il fut mis sous administration de la banque d'Etat à partir de 1904. Au point de vue de la perspective de réalisation des programmes étatiques de constructions navales, cette société est devenue intéressante pour les affaires [Girault, p. 537]. La réunion du 16 janvier décida que le groupe russe constituerait un syndicat ayant pour objet de s'assurer la position d'un certain nombre d'actions de la Société des Usines Poutiloff. Lorsque ce syndicat se serait assuré le contrôle du nombre d'actions qu'il jugerait nécessaire, il serait convoqué à une assemblée de la Société Poutiloff devant laquelle il serait proposé de procéder à une augmentation de capital, du montant nécessaire à l'achat de l'affaire Newsky pour sept millions de roubles [BUP CN 391. Dossier 141].

Pendant la deuxième moitié de janvier 1912, le Syndicat bancaire sous la direction de la Banque Russo-Asiatique réalisa l'opération d'achat des actions des Usines Poutiloff. Le syndicat réussit ainsi à acquérir un considérable portefeuille d'actions [РГИА. Ф. 630. Оп. 6. Д. 456. Л. 70]. La nouvelle réunion de 19 mars 1912 tenue à Paris à la Banque de l'Union Parisienne adopta les conditions suivantes de la combinaison : le capital de la société Poutiloff fut porté de 16 millions à 25 millions de roubles par l'émission de 90 000 actions de 100 roubles. Cette émission était liée à l'achat de la totalité des parts de la Société des chantiers Newsky pour six millions de roubles qui fut payée par 60 000 actions nouvelles de Poutiloff. 30.000 actions nou-

velles de la Société Poutiloff furent affectés à certaines installations nécessaires. La participation dans l'opération se montait à 57 % pour le groupe russe, à 38 % pour le Syndicat des affaires russes et à 5 % pour Schneider et Cie [BUP CN 391. Dossier 141].

Le 16 mai 1912 le groupe russe vota, comme convenu, à l'assemblée générale des Usines Poutiloff pour l'augmentation de capital de la société et l'achat de Newsky. A l'été 1912 l'opération financière fut réalisée. La société Newsky se réorganisa en société par actions nantie d'un capital de 7 millions de roubles répartis en 70 000 actions de 100 roubles. La totalité des actions de Newsky a été remise dans le portefeuille de la société Poutiloff. Grâce cette opération le groupe financier franco-russe prit le contrôle de la Société des Usines Poutiloff. La combinaison de l'été 1912 détermina la division originale de la sphère d'influence des deux groupes bancaires russes. L'influence du groupe de la Banque Russo-Asiatique se répandit sur l'industrie de l'armement de la région de la Nord-Baltique, tandis que le groupe de la Banque Internationale de Commerce de Saint-Petersbourg fut en supériorité dans la région du Midi de la Russie, particulièrement dans les constructions de la mer Noire.

La politique du syndicat : performances et facteurs de production

Ces deux sociétés Newsky et Poutiloff demeurèrent formellement indépendantes. En fait, les modifications de fonctionnement étaient évidentes. Au sein du conseil d'administration de la Société Newsky, trois représentants de la Société des Usines Poutiloff furent introduit. A la suite de la constitution de l'union personnelle dans l'administration, le processus d'extension des rapports de production se développa. Le 16 mai 1912, l'assemblée générale des Usines Poutiloff reconnaissait : « l'unification et la corrélation de l'activité des sociétés Newsky et Poutiloff est un des facteurs indispensables à l'activité en commun, étant interdépendantes dans leur quête de la plus importante puissance » [ЦГИА СПб. Ф. 1239. Оп. 1. Д. 300. Л. 1]. Les impératifs de fabrication, l'aménagement et les objectifs de production durent être modifié pour chaque société.

Le 15 décembre 1912, le programme de coopération de deux établissements fut présenté dans le rapport du conseil d'administration de la Société Newsky. Les points suivants furent exposés dans ce programme : 1) la suppression des ateliers de laminage et d'aciérie de Martin car la Société Poutiloff pouvait fournir les besoins de la Société Newsky ; 2) la création d'une usine pour la fabrication d'aciers moulés et forges d'éléments de canons de tous calibres avec l'aide technique des Etablissements Skoda pour l'atelier d'artillerie de Poutiloff ; 3) approvisionnement des produits d'estampage de la Société Newsky aux besoins de la Société Poutiloff ; 4) unification de l'activité des bureaux techniques [БОВЫКИН, 1959, с. 101]. Le réaménagement de la Société Newsky qui s'ensuivit en 1913–1914 en vue de la réalisation de ce programme permit de fournir des produits moulés à la Société Poutiloff. Ainsi, des relations économiques étroites s'établirent entre la Société de Newsky et la Société de Poutiloff.

Il y eut par la suite d'autres changements dans le fonctionnement de la Société Poutiloff après que le groupe financier franco-russe en eût pris le contrôle. On commença la construction d'un grand chantier naval. Ce projet existait au conseil d'administration de la Société Poutiloff depuis 1910. Pour l'installation de ce chantier, le 4 octobre 1911, la Société passa même un contrat avec la maison allemande *Blohm und Voss*⁸, qui prévoyait le droit exclusif pour vingt ans de collaboration technique et de commandes à l'étranger [ЦГИА СПб. Ф. 1309. Оп. 1, Д. 18. Л. 93]. Mais la construction ne commença qu'après la ratification du programme impérial de constructions navales de la Mer Baltique de 1912 et sous la nouvelle administration de la Société Poutiloff.

L'assemblée générale de la Société des Usines Poutiloff du 30 avril 1912 autorisa le début de la construction, fixant les futures dépenses autour de 14 millions de roubles. Les travaux de construction commencèrent dès l'été 1912. Déjà, le 4 octobre 1912, la Société Poutiloff obtint la commande d'Etat pour fabriquer huit torpilleurs et deux croiseurs de 6.300 tonnes pour un coût total de 32,6 millions de roubles [ЦГИА СПб. Ф. 1276. Д. 2597. Л. 1]. Mais la construction du chantier naval provoqua des dépenses beaucoup trop importantes que la Banque Russo-Asiatique ne pouvait assumer seule. Donc, le groupe russe s'adressa au Syndicat des affaires russes pour l'obtention d'une aide financière.

La réunion de 9 mai 1913 fut tenue à Paris à la Banque de l'Union Parisienne et le Syndicat des affaires russes donna son accord pour effectuer une avance de 12 millions de francs sur le produit de l'augmentation de capital de la Société Poutiloff, mais à la condition expresse que le contrat avec la maison allemande devrait être modifié. Le groupe français insista que la firme Schneider et Cie obtienne un droit égal avec Blohm und Voss pour la collaboration technique et les commandes à l'étranger [BUP CN 1128]. Après les négociations du groupe russe avec les allemands, la maison Blohm und Voss accepta les modifications dans leur contrat, renonça à leurs droits exclusifs. Le 16 juillet 1913, la Société Poutiloff signa l'accord avec la firme Schneider. En septembre et décembre 1913, la Société des Usines Poutiloff obtint une avance de 4,5 millions de roubles sur garantie de 70 milles actions de la Société Newsky.

L'avance attribuée en 1913 fut investie dans la poursuite de la construction du chantier naval. Au total pour ces travaux, la Société Poutiloff dépensa 6,7 millions de roubles en 1913 et 7,4 millions de roubles en 1914. Dans ce chantier, on construisit une grande cale et quatre petites avec plusieurs différents ateliers – de construction navale, de turbine pour chaudière et de cuivre. A la fin 1912, le chantier naval de Poutiloff commença l'exécution des commandes. Pendant l'année 1913, il fabriqua différentes productions pour 3 millions de roubles. L'importance du chantier naval s'accrut, car sur 90 millions de roubles de commandes pour la Société des Usines Poutiloff, 40 millions furent affectés au chantier naval.

⁸ *Blohm und Voss*, une société de la construction navale allemande, créée en 1877 à Hambourg.

Des investissements importants de modernisation de la société Poutiloff en 1912–1914 eurent lieu dans ce secteur, mais aussi dans d'autres branches de production. Environ 5 millions de roubles furent placés dans la rénovation de l'atelier métallurgique, qui était en mauvais état depuis longtemps. Ces capitaux permirent d'installer deux nouveaux laminoirs à tôles, un atelier à cylindres, un four électrique, la réfection de l'Aciérie Martin avec l'adoption de fours de 40 tonnes, la reconstruction de la fonderie de cuivre et l'atelier de fabrication des tourelles. Environ la même somme fut investie dans la section d'artillerie où les travaux de rénovation se poursuivirent avec l'installation d'un atelier de canons pour la fabrication de pièces de moyen et gros calibre, d'un atelier de montage pour la fabrication des régulateurs de vitesse, d'une annexe à l'atelier de torpilles et de l'installation d'un pilon de 20 tonnes. L'artillerie devint la meilleure division de Poutiloff, fabriquant 46,6 % de la production totale, elle fournissait 83 % du revenu global de la société.

Les nouvelles constructions et installations ont permis de développer considérablement les travaux en vue de l'exécution des commandes et d'engager à cet effet un nouveau contingent d'ouvriers. En 1912, il y avait aux Usines Poutiloff de Saint-Petersbourg 10 014 ouvriers. Au début de 1914, ces usines occupaient déjà 16.751 ouvriers. Mais les commandes s'accroissaient plus rapidement encore.

Les conséquences financières

Les commandes pour les établissements Poutiloff s'accumulèrent. En 1911, la société obtint des commandes pour 26,7 millions de roubles ; après un an déjà, elles représentaient un total de 48,3 millions et, en 1913, atteignaient le chiffre de 90 millions. En 1914, les établissements Poutiloff honorèrent des commandes pour une somme de 125 millions de roubles environ [Шацилло, с. 149]. 70 % de celles-ci étaient des commandes du ministère de la Marine et de l'Armée. Il devrait encore recevoir très prochainement de grandes commandes pour l'artillerie, les chemins de fer ainsi que pour le Ministère de la Marine pour l'exécution du grand programme de constructions navales. Donc, les établissements Poutiloff étaient garantis de travailler sur une longue période. Ils augmentèrent ainsi en proportion leur productivité annuelle.

Le Pravlenie jugea indispensable de déclarer que la marche accélérée des travaux de construction pour l'usine et les chantiers exigeait une activité intense et l'effort immédiat de nouveaux capitaux dans l'entreprise. La réunion d'octobre 1913 exposa que, depuis longtemps, les besoins en capitaux présentés pour l'exécution du programme ratifié par l'assemblée de 30 avril 1912 pour la construction et l'installation n'avaient pas été satisfaits. Jusque là, il n'avait pas été possible de constituer un groupe financier garantissant l'augmentation avec le large concours du Syndicat des affaires russes avec lequel on s'était déjà mis d'accord. Le groupe français, reportant à plus tard le problème de la situation précaire du marché financier, fit traîner la réalisation de la combinaison. En janvier 1914, des négociations

étaient encore en cours entre le Syndicat des affaires russes et les banques russes, quand des propositions furent faites par un groupe financier avec la participation de Krupp, pour l'augmentation de capital de la société Poutiloff.

Cette situation provoqua un grand scandale politique entre la France et la Russie, ce qu'on appela à l'époque « l'incident Poutiloff ». Car l'idée d'achat par Krupp de la plus importante société russe de production de matériel de guerre d'invention française suscita les plus vives émotions en France. La campagne de presse insista sur le fait que les allemands pourraient être au courant des secrets de fabrication française et bien sûr du fameux canon de 75. La Russie fut accusée de trahison des intérêts de l'alliance franco-russe. La situation ne put être sauvée qu'au plus haut niveau du pouvoir. Le groupe associé à Krupp recula sous la pression et le président du Conseil Gaston Doumergue, déclara que « l'incident était réglé au mieux des intérêts de la France » [Delaisi, p.28]. Mais en réalité, cette situation résultait de la lutte bien organisée de deux groupes rivaux financiers multinationaux en vue d'avoir le contrôle sur une société russe très importante comme les Usines Poutiloff.

Finalement, cette apparition de l'influence « allemande », la campagne de presse qui s'ensuivit et les interventions gouvernementales eurent comme résultat d'accélérer l'accord entre le Syndicat des affaires russes et l'établissement Poutiloff. Pour améliorer rapidement la situation financière difficile de la Société Poutiloff, le groupe franco-russe octroya une deuxième avance de 4 millions de roubles en février 1914. En avril 1914, le conseil d'administration fut autorisé à porter le capital de 25 millions à 40 millions par la création de 150 000 nouvelles actions de 100 roubles et à émettre 69 000 obligations de 5,5 % de 500 frs [BUP CN 383. Dossier 233]. Par suite des circonstances du début de la Première Guerre mondiale, cette opération n'a pu être réalisée.

De nombreuses réalisations industrielles

La Société russe de munitions et d'armement

L'autre combinaison se réalisa par le Syndicat des affaires russes avec la Société russe de munitions et d'armement. Cette société avait été fondée en 1910 et pourvue d'un capital de 1,8 millions de roubles. Elle produisait différents types de munitions pour les commandes d'Etat. Elle généra un excellent profit au début de son fonctionnement qui permit de donner 10 % de dividende. Le conseil d'administration émettant la supposition d'agrandir la société entra en négociations avec la firme Schneider. En février 1911, l'accord fut signé pour la fabrication de torpilles et de projectiles de type Schneider contre des royalties d'un montant égal ou supérieur à 85 000 francs par an [D'Angio, p. 129]. En mai 1911, le conseil d'administration accepta l'augmentation de capital jusqu'à 3,6 millions de roubles. Pendant cette opération le groupe de la Banque Russo-Asiatique en profita pour en-

trer au conseil d'administration. Aussitôt l'activité de la société s'intensifia et un projet de constructions navales apparut.

Le Ministère de la Marine appuya ce projet. Le 21 décembre 1911 l'assemblée générale adopta la résolution de fondation des chantiers navals, de porter le capital à 10 millions roubles pour financer ce projet et d'acheter la terre à Reval où on planifia de commencer la construction. Le Syndicat des affaires russes assumait la réalisation financière de cette opération tandis que la firme Schneider « assumait la responsabilité de la construction des chantiers navals et garantissait à la Société russe son assistance technique complète pendant l'exécution des commandes » [БОВЫКИН, 2001, с. 229]. La participation à l'augmentation du capital de la société était la suivante : le groupe français – 55,8 %, le groupe russe – 37,2 % et la société Schneider – 7 % [РГИА. Ф. 630. Оп. 11. Д. 815. Л. 6, 13, 16–18]. L'opération financière fut menée pendant l'été 1912. Le résultat de celle-ci en a été la prise de contrôle sur la société de munition et d'armement par le groupe financier franco-russe.

La séance du conseil des ministres de 4 octobre 1912 offrit au futur chantier naval la commande de construction de deux croiseurs et de six torpilleurs pour un coût total de 30 millions roubles. Cela a été le résultat d'une longue bataille engagée par le Syndicat des affaires russes avec ses concurrents. Les commandes de l'état assuraient ainsi l'essor de la société. L'assemblée générale du 6 octobre 1912 adopta une série de décisions importantes. Le coût de la construction du chantier naval à Reval fut estimé à 13 millions de roubles. Il a été décidé que 5 millions de roubles seront couverts par l'émission passée et 8 millions par l'augmentation future du capital. Donc, le capital de la Société russe de munitions et d'armement se porta à 18 millions de roubles. L'assemblée générale approuva l'accord avec la firme Schneider pour la collaboration technique. Par cet accord, la firme Schneider a obtenu pour récompense 5000 actions de la société et 6 % sur le prix de chaque torpilleur [BUP CN 399. Dossier 161].

Dès décembre 1912, la construction des chantiers navals s'accéléra à Reval tandis que l'administration continuait les travaux d'agrandissement de la Société russe de munitions et d'armement. La même année, elle commença l'installation des nouvelles usines des Mines et des Projectiles à Saint-Petersbourg ainsi qu'une grande aciérie : elle agrandit et perfectionna aussi d'autres ateliers. Les nouveaux travaux dans les ateliers de Saint-Petersbourg coûtèrent 3,7 millions de roubles en 1912, 4,2 millions en 1913 et 6,7 millions en 1914. Le résultat de ces travaux fut que la production de la Société fut portée de 1,2 millions de roubles en 1912 à 6,7 millions en 1914 [РГВИА. Ф. 369. Оп. 4. Д. 43. Л. 9].

La Société Russo-Baltique de construction navales à Reval

Vers le printemps 1913, les travaux de construction des chantiers navals de Reval avançaient considérablement. La firme Schneider termina quatre petites cales, différents ateliers. Elle installa la station électrique, les ateliers navals, la turbine, la chaudronnerie et deux grands chantiers. Avec le dé-

veloppement des travaux de construction, les principaux actionnaires de la Société Russe de munitions et d'armement décidèrent d'émanciper les chantiers navals de Reval afin de les rendre indépendants. Pendant la réunion tenue à la Banque de l'Union Parisienne le 9 mai 1913 avec la présence des représentants de la Banque Russo-Asiatique, la Banque Russe de commerce et la firme Schneider, il a été décidé la constitution de la « Société Russo-Baltique de construction navales ». Le capital original de la nouvelle Société était fixé à 10 millions de roubles avec une perspective d'augmentation de capital jusqu'à 35 millions de roubles [BUP CN 1128].

La première assemblée d'actionnaires de la nouvelle Société Russo-Baltique du 18 juin 1913 décida d'acheter les chantiers navals de Reval à la Société Russe de munitions et d'armement et d'augmenter son capital de 20 millions de roubles pour amortir le prix d'achat et ainsi permettre de poursuivre les travaux. Les engagements financiers que comportait la constitution de la société incombèrent au groupe financier russo-français, le Syndicat des affaires russes. 24 juillet 1913, le contrat d'achat et de vente des chantiers de Reval fut signé pour 7 millions de roubles. La société Russo-Baltique s'engagea à payer à la Société Russe de munition et d'armements 5 millions de roubles en 50 000 actions bloquées pendant 2 ans et 2 millions de roubles en espèces [Ibid.].

En juin 1913, le groupe financier franco-russe organisa le syndicat des premières émissions d'actions pour 10 millions de roubles. La participation dans ce syndicat fut la suivante : 46,5 % pour les banques françaises, 46,5 % pour les banques russes et 7 % pour l'entreprise Schneider. Le groupe franco-russe laissa 64 962 actions sur un total de 100 milles actions sous son contrôle se conformant ainsi au pourcentage convenu de participation dans le syndicat [BUP CN 442. Dossier 200].

La réunion du 1^{er} (14) novembre 1913 à la banque de l'Union Parisienne examina la question de l'augmentation prochaine du capital de la Société Russo-Baltique de 10 millions à 20 millions de roubles. Le groupe financier franco-russe décida d'accorder une avance de 3 millions de roubles pour la poursuite des travaux de construction et s'engagea à réaliser une opération d'augmentation de capital à la moitié de l'année 1914. Finalement, en 1914, les banques réalisèrent la première émission pour seulement 5 millions de roubles [РГИА. Ф. 1276. Оп. 10. Д. 309. Л. 1]. Les opérations suivantes de financement de la Société Russo-Baltique par la deuxième émission d'actions et l'émission d'obligations pour 7,5 millions roubles furent bloquées par le début de la Première Guerre mondiale.

Au début de la guerre, la construction du chantier naval de la Société Russo-Baltique à Reval n'était pas terminé, mais il était déjà l'une des plus puissantes, des plus modernes et probablement une des meilleures usines de la Russie. Les équipements de la société étaient beaucoup plus importants que ce qui avait été prévu au début de la construction : « si on trouvait possible de réaliser deux grands chantiers, en fait, on en réalisait trois. Sur ces chantiers on pouvait construire des navires de n'importe quelle taille. Sur quatre chantiers de torpilleurs, on en faisait six, dans lesquels on pou-

vait réaliser des navires jusqu'à 1200 tonnes. Maintenant les chantiers de Reval pouvait construire sur une période de trois ans deux navires de ligne (ou 6 croiseurs légers), dix-huit contre-torpilleurs et s'il le fallait, quelques sous-marins » [Шаццлло, с. 166]. La Société disposait de deux grues de 60 tonnes, deux grues de 15 tonnes, un grand atelier naval, plusieurs différents ateliers modernes et bien équipés, le chemin de fer etc. Au total pour la construction des chantiers navals, le conseil d'administration dépensa près de 23 millions de roubles dans le but de « construire les plus importants navires de guerre et de commerce ». Lors d'une visite officielle à Reval, le général-major Ogloblinsky a reconnu, que l'inspection du chantier « suscita chez moi des sentiments d'envie sincère » [РГВИА. Ф. 1248. Оп. 1. Д. 1. Л. 55].

D'autres réalisations industrielles

Le Syndicat des affaires russes participa dans d'autres combinaisons dans le secteur de l'industrie d'armement en stimulant la création du consortium des complexes industriels achevés. Au début de 1914 le Syndicat des affaires russes participa aussi à l'opération d'augmentation de capital de la Société des usines mécaniques des cartoucheries et des fabriques de tubes Baranovsky. Il s'agissait de construire une usine de poudre près de Vladimir avec la collaboration technique de la firme Schneider. Utilisant les mêmes méthodes d'implantation, le groupe financier franco-russe prit des positions dominantes dans cette Société [BUP CN 424. Dossier 317].

En outre, en février 1914, le groupe franco-russe fonda la Société russe d'optique au capital de 1,2 millions de roubles pour assurer la fabrication des matériels optiques pour ses propres sociétés telles que Poutiloff, Russo-Baltique et Newsky. Pour préserver l'indépendance de ses sociétés dans le domaine de la métallurgie, le groupe financier franco-russe acquit en 1913 la Société des Hauts Fourneaux de Toula⁹, alors qu'elle était financièrement ruinée [B. C. L. DEEF 13600]. La société de Toula commença à prendre son essor, mais étant limitée dans la matière première, elle n'avait pas pu fournir entièrement en métal les sociétés de construction métallique du groupe. Les besoins de croissance de sa base métallurgique, surtout pour la nouvelle usine de fabrication d'aciers moulés de Newsky stimulèrent l'organisation par le groupe franco-russe d'une tentative d'obtenir la moitié du contrôle d'une grande société métallurgique anglaise, Hughes¹⁰. Le groupe franco-russe put obtenir des accords de principe avec les actionnaires anglais, mais le début de la Première Guerre Mondiale empêcha la réalisation de ce projet [BUP CN 408. Dossier 257].

⁹ *Hauts-Fourneaux de Toula* (1895) est une société anonyme de droit belge constituée avec les concours de la Société métallurgique d'Espérance-Longdoz. Elle a eu pour objet l'exploitation de hauts-fourneaux près de Toula.

¹⁰ *Société anglais New-Russia Co Ltd* – Usine Hughes fut constituée en 1869 par l'anglais John Hughes en vue d'exploitation des mines de charbon et de fer. Un des plus importants établissements métallurgiques de la Russie méridionale.

Conclusion

Le rôle du Syndicat des affaires russes dans l'histoire de l'industrialisation de la Russie à la veille de la Première Guerre Mondiale est très important. Ce syndicat, avec son partenaire, le groupe de la banque Russo-Asiatique, et la collaboration constante de la firme Schneider constituèrent un puissant consortium dans le système de l'industrie de défense russe qui subordonna à son influence plusieurs éminentes entreprises industrielles russes spécialisées dans la production d'armement. Au total, le groupe franco-russe unifia huit sociétés russes, pour une somme de capitaux de 85 millions de roubles et pour un bilan total de 230 millions de roubles. Ce consortium concentrait dans ses mains la production privée de toute l'artillerie et des tubes, 27 % de projectiles, 50 % de douilles, deux tiers de croiseurs, et la moitié des torpilleurs.

Juridiquement toutes ces sociétés russes restaient indépendantes, mais, de facto, leur politique de fonctionnement était décidée à Paris sous l'influence du Syndicat des affaires russes. On peut donc envisager que les principes de gestion des entreprises par le Syndicat des affaires russes était très caractérisé. En premier lieu, le groupe établit son contrôle financier sur la société industrielle qui devint financièrement dépendante des banques. Des représentants du groupe franco-russe entrèrent dans le conseil d'administration de celle-ci. Les banques se trouvèrent de plus en plus liées à l'activité des sociétés industrielles. C'est pourquoi, en deuxième lieu, la modernisation importante des sociétés russes permit d'améliorer les processus de production. Cette modernisation due à l'augmentation considérable du capital avait été prévue pour le financement d'importants travaux de rénovation. Ces travaux se réalisèrent avec la collaboration de la maison Schneider qui assura la partie technique. En troisième lieu, l'organisation des rapports de production contribua à l'accélération du processus de concentration.

Le Syndicat des affaires russe aspirait à créer un groupe sous la forme d'un complexe industriel complet. Et donc, peu à peu, le groupe organisa la production de l'extraction de matières premières jusqu'à la construction de machines plus compliquées telles que, par exemple, les navires. Donc, le cycle de production était bouclé. Le processus d'extension des rapports de production entre les entreprises du groupe se développa progressivement. Pour éviter la concurrence entre les établissements du groupe, la fabrication était réservée par spécialisation des sociétés : la Société des Usines Poutiloff produisait le matériel d'artillerie, Newsky – les produits moulés ; la Société russe de munitions et d'armement – les projectiles ; la Société Baranovsky – les poudres etc. Là où il n'était pas possible d'échapper à la concurrence, comme, par exemple dans le cas de la construction navale, les sociétés trouvèrent un arrangement : « la Société Russe s'engage purement et simplement à fixer le même prix que la Société Poutiloff, mais il est nécessaire d'envisager la concurrence » [BUP CN 391. Dossier 140].

L'activité du Syndicat des affaires russes stimula le développement rapide de l'industrie d'armement russe. Pendant la période 1912–1914 en

Russie, ont été mis au point plusieurs processus de production de différents types d'armement au niveau technique le plus moderne. La Première Guerre mondiale montra que, finalement, la Russie n'était pas encore prête pour la guerre. Mais il ne faut pas oublier que le temps avait manqué et que beaucoup de projets initialement envisagés n'avaient pas pu être réalisés. Mais la participation des banques et des industriels français en Russie contribuèrent à jeter les bases du complexe militaro-industriel russe qui prit, par la suite, tout son développement.

Список литературы

- Бовыкин В. И. Банки и военная промышленность России накануне Первой мировой войны // Исторические записки. Т. 64. М. : Изд-во АН СССР, 1959. С. 82–135.
- Бовыкин В. И. Финансовый капитал в России накануне Первой мировой войны. М. : РОССПЭН, 2001.
- Зайцев А. А. Военное судостроение в России накануне и в период Первой мировой войны: дис. ... канд. экон. наук. М., 1948.
- Шаццлло К. Ф. Государство и монополии в военной промышленности России. Конец XIX в. – 1914 г. М. : Наука, 1992.
- Beaud C. Investissements et profits du groupe multinational Schneider // Histoire, économie et société. 1988. Vol. 7, No 1. P. 127–138.
- Beaud C. Les Schneider marchands de canons (1870–1914) // Histoire, économie et société. 1995. Vol. 14. No 1. P. 107–131.
- Bonin H. La Banque de l'Union Parisienne, 1874/1904–1974: histoire de la deuxième grande banque d'affaires français. Paris : PLAGE, 2001.
- Cottenier J., Boosere P. de, Gounet T. La Société Générale, 1822–1992. Bruxelles : EPO, 1989.
- D'Angio A. Schneider et Cie et la naissance de l'ingénierie. Des pratiques internes à l'aventure internationale 1836–1949. Paris : Ed. CNRS, 2000.
- La Broise T. de, Torres F. Schneider : L'histoire en force. Paris : J.-P. de Monza, 1996.
- Delaisi F. Le patriotisme des plaques blindées : L'affaire Poutiloff. Nîmes : Ed. de la revue « La Paix par le droit », s. d. [1913].
- Girault R. Emprunts russes et investissements français en Russie 1887–1914. Paris : Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1999.

References

- Beaud, C. (1988). Investissements et profits du groupe multinational Schneider. In *Histoire, économie et société*, 7/1, pp. 127–138.
- Beaud, C. (1995). Les Schneider marchands de canons (1870–1914). In *Histoire, économie et société*, 14/1, pp. 107–131.
- Bonin, H. (2001). *La Banque de l'Union Parisienne, 1874/1904–1974: histoire de la deuxième grande banque d'affaires français*. Paris, PLAGE.
- Bovy'kin, V. I. (1959). *Banki i voennaya promy'shlennost' Rossii nakanune pervoj mirovoj vojny* [Russian Banks and the Defense Industry on the Eve of World War I]. In *Istoricheskie zapiski*. (Vol. 64, pp. 82–135). Moscow, Izd-vo AN SSSR.
- Bovy'kin, V. I. (2001). *Finansovy'j kapital v Rossii nakanune pervoj mirovoj vojny* [Financial Capital in Russia on the Eve of World War I]. Moscow, ROSSPEN.
- Cottenier, J., Boosere, P. de, & Gounet, T. (1989). *La Société Générale, 1822–1992*. Bruxelles, EPO.
- D'Angio, A. (2000). *Schneider et Cie et la naissance de l'ingénierie. Des pratiques internes à l'aventure internationale 1836–1949*. Paris, Ed. CNRS.
- Delaisi, F. (1913). *Le patriotisme des plaques blindées. L'affaire Poutiloff*. Nîmes, La Paix par le droit.

Girault, R. (1999). *Emprunts russes et investissements français en Russie 1887–1914*. Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France.

La Broise, T. de & Torres, F. (1996). *Schneider. L'histoire en force*. Paris, J.-P. de Monza.

Shacillo, K. F. (1992). *Gosudarstvo i monopolii v voennoj promy'shlennosti Rossii. Konec XIX v. – 1914 g.* [The State and Monopolies in the Russian Defense Industry. Late 19th Century – 1914]. Moscow, Nauka.

Zajcev, A. A. (1948). *Voennoe sudostroenie v Rossii nakanune i v period pervoj mirovoj vojny': dis. ... kand. e'kon. nauk* [Russian Naval Shipbuilding before and during World War I]. (Dissertation). Moscow.

The article was submitted on 25.06.2015

Светлана Кузьмина,
кандидат исторических наук,
докторант,
Университет Париж-Сорбонна
(Париж-IV)
kuzmina.svetlana@yahoo.fr

Svetlana Kouzmina, Dr.,
PhD student,
University Paris-Sorbonne
(Paris IV)
kuzmina.svetlana@yahoo.fr